

ÇA SUFFIT

UNE INDUSTRIE EUROPÉENNE DES EMPLOIS EUROPÉENS NOTRE AVENIR

Chaque année, l'Europe accorde des milliards d'euros d'aides publiques à ses industries grandes consommatrices d'énergie par le biais du système d'échange de quotas d'émission de l'UE (SEQUE). Ces quotas gratuits étaient censés constituer un bouclier temporaire contre la fuite de carbone. Vingt ans plus tard, les quotas continuent pourtant d'être distribués, et la Commission européenne souhaite désormais les prolonger jusqu'en 2040, toujours sans imposer de conditions strictes en matière d'emploi ou de protection des travailleurs.

Tandis que l'argent public affluait, bon nombre des plus grandes entreprises industrielles européennes ont versé des milliards d'euros à leurs actionnaires, réduit leur production et supprimé des emplois, tout en négligeant les projets de décarbonation. Aujourd'hui, certaines réclament un assouplissement des règles en matière d'émission ainsi qu'un soutien financier accru. **Les travailleurs ne paieront pas deux fois. Ça ne peut plus durer.**

DES FONDS PUBLICS OCTROYÉS SANS AUCUNE CONTREPARTIE

Chaque quota gratuit accordé représente des recettes publiques qui auraient pu servir à financer la décarbonation de l'industrie, le développement des compétences et une transition juste. Qui plus est, les quotas ne sont pas la seule forme d'aide publique dont bénéficie l'industrie.

176,8 MILLIARDS D'EUROS

soit la valeur des **2,5 milliards de quotas gratuits** octroyés à l'industrie dans le cadre du SEQUE entre 2021 et 2025, autrement dit environ **35 milliards d'euros par an**.¹

40 %

soit la part des **quotas gratuits** attribués à uniquement 20 entreprises européennes cotées en bourse, pour une **valeur de 70,7 milliards d'euros**.

+ DE 11,4 MRDS D'EUROS

d'aides d'État accordées à ces mêmes entreprises, auxquelles s'ajoutent près de **2,4 milliards d'euros de subventions provenant du fonds européen pour l'innovation**, entre 2021 et 2025.²

5,5 MILLIARDS D'EUROS

versés par les États membres en 2024 seulement, **afin de compenser les coûts du carbone répercutés sur les prix de l'électricité** pour l'industrie.³

L'ARGENT EST ALLÉ AUX ACTIONNAIRES

417 MILLIARDS D'EUROS

Ces 20 entreprises européennes ont réalisé un **bénéfice net** de 417 milliards d'euros entre 2021 et 2025, et ont été **rentables dans plus de 90 % des exercices** (90 sur 99).

327 MILLIARDS D'EUROS

versés en **dividendes et en rachats d'actions** à l'échelle mondiale par ces entreprises, soit plus de 4,5 fois la valeur des quotas gratuits reçus.



Les quotas gratuits continuent d'affluer, que les entreprises investissent, suppriment des emplois ou versent des dividendes à leurs actionnaires.

DÉCARBONER NE SIGNIFIE PAS RÉDUIRE LES ÉMISSIONS EN DIMINUANT LA PRODUCTION

L'octroi de quotas gratuits était censé récompenser les producteurs les plus propres. Or, pour de nombreuses entreprises, les émissions ont chuté non pas parce qu'elles polluaient moins, mais parce qu'elles produisaient moins, tandis que leur intensité d'émissions augmentait.⁴ Ça n'est pas de la décarbonation. **C'est de la désindustrialisation, en partie financée par l'argent public.**

15 % VS 53 %

Depuis 2005, **les émissions des installations industrielles**, qui reçoivent la majorité de leurs quotas gratuitement, **n'ont diminué que de 15 %**. À l'inverse, les émissions des centrales électriques et des sites de combustion, qui doivent principalement payer leurs quotas, ont chuté de 53 %.⁵

2031

Première année où la proposition de la Commission européenne relative au SEQUE conditionnerait l'octroi de quotas gratuits à des plans d'investissement. Pourtant, toujours aucune condition relative à l'emploi ne serait prévue.

+ DE 3 MILLIARDS

de quotas gratuits pourraient être attribués entre 2026 et 2040 dans le cadre de la proposition de la Commission européenne.



Pendant ce temps, certains des principaux bénéficiaires font pression sur le Conseil européen pour supprimer toute nouvelle condition relative à l'attribution des quotas gratuits. **Ça suffit, l'argent public doit générer de la valeur publique : des emplois, des investissements et une transition juste en Europe.**

NOS DEMANDES AUX DÉCIDEURS POLITIQUES

L'Europe a besoin d'une stratégie industrielle qui associe l'aide publique et les investissements à la production et à l'emploi tout au long de la chaîne de valeur en Europe.

Les produits bénéficiant d'une aide publique doivent respecter un seuil minimal de contenu européen. Le « Made in Europe » doit être synonyme d'emplois de qualité, de normes sociales et environnementales strictes et de réciprocité commerciale équitable



1. PAS D'AIDES PUBLIQUES SANS CONDITIONS CONTRAIGNANTES

Les aides publiques doivent garantir l'emploi, la négociation collective, la reconversion professionnelle et la protection contre la délocalisation. Pas de fonds destinés aux dividendes ou aux rachats d'actions – et des clauses de récupération prévues en cas de non-respect des engagements.

3. MAINTENIR LA CHAÎNE DE VALEUR EN EUROPE

Garantir et fournir une énergie propre et abordable à nos industries. Ancrer l'approvisionnement en matières premières, les composants, la recherche et le développement ainsi que la production finale en Europe, afin de créer des emplois de qualité associés à des normes sociales et environnementales élevées tout en étendant les exigences en matière de contenu local à d'autres secteurs stratégiques.

2. STIMULER LA DEMANDE EUROPÉENNE POUR SOUTENIR L'INDUSTRIE EUROPÉENNE

Recourir aux marchés publics et à d'autres mécanismes d'incitation pour stimuler la demande de produits fabriqués en Europe et garantir les investissements dans la production et les chaînes d'approvisionnement européennes.

4. FABRIQUER EN EUROPE

Les politiques générales doivent soutenir les produits ayant un contenu européen significatif et vérifiable.

Cela signifie des technologies développées en Europe, des composants produits en Europe, des travailleurs formés en Europe et une valeur créée en Europe.

NOS DEMANDES AUX EMPLOYEURS

1. ARRÊTEZ L'HÉMORRAGIE

Stop aux suppressions d'emplois dans la production et les services de support, ainsi qu'aux sacrifices demandés aux travailleurs.

Nous avons besoin d'un véritable plan pour sauver l'industrie.

3. INVESTISSEZ DANS NOTRE AVENIR COMMUN DÈS MAINTENANT

Au lieu de vouloir maximiser les profits, investissez dans les sites, la RDI et les compétences. L'abandon du leadership technologique est un choix des entreprises, et non une fatalité.

2. RESPECTEZ LES TRAVAILLEURS ET PROTÉGEZ NOS COMMUNAUTÉS

Une participation active des travailleurs et des relations sociales solides sont indispensables à la transformation de l'industrie européenne. Les entreprises doivent honorer les conventions collectives et respecter les droits d'information et de consultation des travailleurs.

4. NE DÉNIGREZ PAS L'EUROPE

Cessez d'invoquer la concurrence mondiale pour justifier la dévalorisation des travailleurs locaux. L'Europe possède les compétences et la capacité d'innovation nécessaires pour jouer un rôle de premier plan ; les employeurs doivent défendre la production européenne et réinvestir dans son avenir, au lieu de dénigrer son potentiel.